



# ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

## droit du travail

Question écrite n° 22189

### Texte de la question

M. Christian Ménard attire l'attention de M. le ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité sur les conséquences des instructions ministérielles (DGAS/4A/5B/2008/67) du 27 février 2008. Ces dispositions sont elles-mêmes prises en application du décret du 31 janvier 2008 -relatif à la gratification et au suivi des stages-, applicable désormais aux formations relevant du code de l'action sociale et des familles. Si le principe d'une gratification de tous les stagiaires semble constituer un progrès pour les responsables des associations, des instituts de formation et des étudiants en travail social, il semble pourtant que de nombreux établissements susceptibles d'accueillir des stagiaires refusent désormais de le faire, faute d'avoir obtenu des services de l'État des garanties quant au financement de la gratification de ces étudiants en travail social. Or, compte tenu du rôle croissant des stages et pratiques professionnelles dans leur cursus, cette situation met en péril les apprentissages des étudiants, et la possibilité, *in fine*, d'obtenir leur diplôme. Aussi, lui demande-t-il de lui préciser son sentiment quant à ce dossier, ainsi que les mesures susceptibles d'être mises en oeuvre pour garantir le financement de cette gratification.

### Texte de la réponse

L'attention du ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité a été appelée sur l'application de la réglementation sur les stages étudiants issue de la loi du 31 mars 2006 sur l'égalité des chances et le décret du 31 janvier 2008, complété par la circulaire prise le 27 février 2008 par la direction générale de l'action sociale. En prenant le décret d'application de la loi pour l'égalité des chances fixant le montant minimal et les modalités de versement de la gratification de stage, le Gouvernement a entendu permettre à la loi de s'appliquer enfin sur ce point. Ce faisant, le Gouvernement a eu le souci d'adopter une position équilibrée pour ne pas décourager l'offre de stage, en fixant le montant de gratification minimale obligatoire au même niveau que la franchise de charges sociales dont bénéficient les organismes d'accueil de stagiaires. L'application des règles sur les stages à l'ensemble des structures privées et associatives permet de placer les stagiaires sur un pied d'égalité et il est logique qu'à terme une gratification soit également prévue pour les stagiaires accueillis dans la sphère publique, même si celle-ci ne relevait pas du champ d'application de la loi pour l'égalité des chances et donc de son décret d'application. L'application de la gratification obligatoire des stages étudiants des formations initiales en travail social met effectivement une dépense nouvelle à la charge des établissements et services d'accueil, la plupart du temps financés sur fonds publics. Soucieux d'un fonctionnement harmonieux de l'appareil de formation, l'État a veillé à en neutraliser l'impact sur les opérateurs qu'il finance par ses crédits budgétaires et ceux de l'assurance-maladie. Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité a donné des instructions très claires en ce sens aux services déconcentrés dès le mois de février dernier, précisées par une circulaire récente. Certains conseils généraux ont pris, de leur propre initiative, des dispositions qui assurent aux structures qu'ils financent qu'elles ne seront pas empêchées de prendre un étudiant en stage pour des raisons financières. Dans le respect de l'autonomie des collectivités territoriales auquel il est attaché, le ministre a également demandé au président de l'Assemblée des départements de France de bien vouloir sensibiliser les présidents de conseils généraux à l'intérêt d'une

approche pragmatique et facilitatrice. Une fois ces difficultés immédiates résolues, les conditions de mise en oeuvre des nouvelles dispositions seront évaluées avec l'ensemble des acteurs concernés.

## Données clés

**Auteur** : [M. Christian Ménard](#)

**Circonscription** : Finistère (6<sup>e</sup> circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

**Type de question** : Question écrite

**Numéro de la question** : 22189

**Rubrique** : Travail

**Ministère interrogé** : Travail, relations sociales, famille et solidarité

**Ministère attributaire** : Travail, relations sociales, famille et solidarité

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le** : 29 avril 2008, page 3632

**Réponse publiée le** : 29 juillet 2008, page 6631